

# Z A K O N

## O POTVRĐIVANJU KONVENCIJE O ZAŠTITI I UNAPREĐENJU RAZNOLIKOSTI KULTURNIH IZRAZA

### Član 1.

Potvrđuje se Konvencija Ujedinjenih nacija o zaštiti i unapređenju raznolikosti kulturnih izraza, koja je usvojena u Parizu 20. oktobra 2005. godine, u originalu na arapskom, engleskom, kineskom, ruskom, francuskom i španskom jeziku.

### Član 2.

Tekst Konvencije u originalu na francuskom jeziku i u prevodu na srpski jezik glasi:

#### **Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles**

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 3 au 21 octobre 2005 pour sa 33e session,

*Affirmant* que la diversité culturelle est une caractéristique inhérente à l'humanité,

*Consciente* que la diversité culturelle constitue un patrimoine commun de l'humanité et qu'elle devrait être célébrée et préservée au profit de tous,

*Sachant* que la diversité culturelle crée un monde riche et varié qui élargit les choix possibles, nourrit les capacités et les valeurs humaines, et qu'elle est donc un ressort fondamental du développement durable des communautés, des peuples et des nations,

*Rappelant* que la diversité culturelle, qui s'épanouit dans un cadre de démocratie, de tolérance, de justice sociale et de respect mutuel entre les peuples et les cultures, est indispensable à la paix et à la sécurité aux plans local, national et international,

*Célébrant* l'importance de la diversité culturelle pour la pleine réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments universellement reconnus,

*Soulignant* la nécessité d'intégrer la culture en tant qu'élément stratégique dans les politiques nationales et internationales de développement, ainsi que dans la coopération internationale pour le développement, en tenant également compte de la Déclaration du Millénaire de l'ONU (2000) qui met l'accent sur l'éradication de la pauvreté,

*Considérant* que la culture prend diverses formes dans le temps et dans l'espace et que cette diversité s'incarne dans l'originalité et la pluralité des identités ainsi que dans les expressions culturelles des peuples et des sociétés qui constituent l'humanité,

*Reconnaissant* l'importance des savoirs traditionnels en tant que source de richesse

immatérielle et matérielle, et en particulier des systèmes de connaissance des peuples autochtones, et leur contribution positive au développement durable, ainsi que la nécessité d'assurer leur protection et promotion de façon adéquate,

*Reconnaissant* la nécessité de prendre des mesures pour protéger la diversité des expressions culturelles, y compris de leurs contenus, en particulier dans des situations où les expressions culturelles peuvent être menacées d'extinction ou de graves altérations,

*Soulignant* l'importance de la culture pour la cohésion sociale en général, et en particulier sa contribution à l'amélioration du statut et du rôle des femmes dans la société,

*Consciente* que la diversité culturelle est renforcée par la libre circulation des idées, et qu'elle se nourrit d'échanges constants et d'interactions entre les cultures,

*Réaffirmant* que la liberté de pensée, d'expression et d'information, ainsi que la diversité des médias, permettent l'épanouissement des expressions culturelles au sein des sociétés,

*Reconnaissant* que la diversité des expressions culturelles, y compris des expressions culturelles traditionnelles, est un facteur important qui permet aux individus et aux peuples d'exprimer et de partager avec d'autres leurs idées et leurs valeurs,

*Rappelant* que la diversité linguistique est un élément fondamental de la diversité culturelle, et *réaffirmant* le rôle fondamental que joue l'éducation dans la protection et la promotion des expressions culturelles,

*Considérant* l'importance de la vitalité des cultures pour tous, y compris pour les personnes appartenant aux minorités et pour les peuples autochtones, telle qu'elle se manifeste par leur liberté de créer, diffuser et distribuer leurs expressions culturelles traditionnelles et d'y avoir accès de manière à favoriser leur propre développement,

*Soulignant* le rôle essentiel de l'interaction et de la créativité culturelles, qui nourrissent et renouvellent les expressions culturelles, et renforcent le rôle de ceux qui oeuvrent au développement de la culture pour le progrès de la société dans son ensemble,

*Reconnaissant* l'importance des droits de propriété intellectuelle pour soutenir les personnes qui participent à la créativité culturelle,

*Convaincue* que les activités, biens et services culturels ont une double nature, économique et culturelle, parce qu'ils sont porteurs d'identités, de valeurs et de sens et qu'ils ne doivent donc pas être traités comme ayant exclusivement une valeur commerciale,

*Constatant* que les processus de mondialisation, facilités par l'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication, s'ils créent les conditions inédites d'une interaction renforcée entre les cultures, représentent aussi un défi pour la diversité culturelle, notamment au regard des risques de déséquilibres entre pays riches et pays pauvres,

*Consciente* du mandat spécifique confié à l'UNESCO d'assurer le respect de la diversité des cultures et de recommander les accords internationaux qu'elle juge utiles pour faciliter la libre circulation des idées par le mot et par l'image,

*Se référant* aux dispositions des instruments internationaux adoptés par l'UNESCO ayant trait à la diversité culturelle et à l'exercice des droits culturels, et en particulier à la Déclaration universelle sur la diversité culturelle de 2001,

*Adopte*, le 20 octobre 2005, la présente Convention.

## **I Objectifs et principes directeurs**

### **Article premier - Objectifs**

Les objectifs de la présente Convention sont :

- (a) de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles ;
- (b) de créer les conditions permettant aux cultures de s'épanouir et interagir librement de manière à s'enrichir mutuellement ;
- (c) d'encourager le dialogue entre les cultures afin d'assurer des échanges culturels plus intenses et équilibrés dans le monde en faveur du respect interculturel et d'une culture de la paix ;
- (d) de stimuler l'interculturalité afin de développer l'interaction culturelle dans l'esprit de bâtir des passerelles entre les peuples ;
- (e) de promouvoir le respect de la diversité des expressions culturelles et la prise de conscience de sa valeur aux niveaux local, national et international ;
- (f) de réaffirmer l'importance du lien entre culture et développement pour tous les pays, en particulier les pays en développement, et d'encourager les actions menées aux plans national et international pour que soit reconnue la véritable valeur de ce lien ;
- (g) de reconnaître la nature spécifique des activités, biens et services culturels en tant que porteurs d'identité, de valeurs et de sens ;
- (h) de réaffirmer le droit souverain des États de conserver, d'adopter et de mettre en oeuvre les politiques et mesures qu'ils jugent appropriées pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles sur leur territoire ;
- (i) de renforcer la coopération et la solidarité internationales dans un esprit de partenariat afin, notamment, d'accroître les capacités des pays en développement de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles.

### **Article 2 - Principes directeurs**

#### **1. Principe du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

La diversité culturelle ne peut être protégée et promue que si les droits de l'homme et les libertés fondamentales telles que la liberté d'expression, d'information et de communication, ainsi que la possibilité pour les individus de choisir les expressions culturelles, sont garantis. Nul ne peut invoquer les dispositions de la présente Convention pour porter atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales tels que consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme ou garantis par le droit international, ou pour en limiter la portée.

#### **2. Principe de souveraineté**

Les États ont, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, le droit souverain d'adopter des mesures et des politiques pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur leur territoire.

### **3. Principe de l'égalité dignité et du respect de toutes les cultures**

La protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles impliquent la reconnaissance de l'égalité dignité et du respect de toutes les cultures, y compris celles des personnes appartenant aux minorités et celles des peuples autochtones.

### **4. Principe de solidarité et de coopération internationales**

La coopération et la solidarité internationales devraient permettre à tous les pays, particulièrement aux pays en développement, de créer et renforcer les moyens nécessaires à leur expression culturelle, y compris leurs industries culturelles, qu'elles soient naissantes ou établies, aux niveaux local, national et international.

### **5. Principe de la complémentarité des aspects économiques et culturels du développement**

La culture étant un des ressorts fondamentaux du développement, les aspects culturels du développement sont aussi importants que ses aspects économiques, et les individus et les peuples ont le droit fondamental d'y participer et d'en jouir.

### **6. Principe de développement durable**

La diversité culturelle est une grande richesse pour les individus et les sociétés. La protection, la promotion et le maintien de la diversité culturelle sont une condition essentielle pour un développement durable au bénéfice des générations présentes et futures.

### **7. Principe d'accès équitable**

L'accès équitable à une gamme riche et diversifiée d'expressions culturelles provenant du monde entier et l'accès des cultures aux moyens d'expression et de diffusion constituent des éléments importants pour mettre en valeur la diversité culturelle et encourager la compréhension mutuelle.

### **8. Principe d'ouverture et d'équilibre**

Quand les États adoptent des mesures pour favoriser la diversité des expressions culturelles, ils devraient veiller à promouvoir, de façon appropriée, l'ouverture aux autres cultures du monde et à s'assurer que ces mesures sont conformes aux objectifs poursuivis par la présente Convention.

## **II. Champ d'application**

### **Article 3 - Champ d'application**

La présente Convention s'applique aux politiques et aux mesures adoptées par les Parties relatives à la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

## **III. Définitions**

### **Article 4 - Définitions**

Aux fins de la présente Convention, il est entendu que :

#### **1. Diversité culturelle**

« Diversité culturelle » renvoie à la multiplicité des formes par lesquelles les cultures des groupes et des sociétés trouvent leur expression. Ces expressions se transmettent au sein des groupes et des sociétés et entre eux.

La diversité culturelle se manifeste non seulement dans les formes variées à travers lesquelles le patrimoine culturel de l'humanité est exprimé, enrichi et transmis grâce à la variété des expressions culturelles, mais aussi à travers divers modes de création artistique, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles, quels que soient les moyens et les technologies utilisés.

## **2. Contenu culturel**

« Contenu culturel » renvoie au sens symbolique, à la dimension artistique et aux valeurs culturelles qui ont pour origine ou expriment des identités culturelles.

## **3. Expressions culturelles**

« Expressions culturelles » sont les expressions qui résultent de la créativité des individus, des groupes et des sociétés, et qui ont un contenu culturel.

## **4. Activités, biens et services culturels**

« Activités, biens et services culturels » renvoie aux activités, biens et services qui, dès lors qu'ils sont considérés du point de vue de leur qualité, de leur usage ou de leur finalité spécifiques, incarnent ou transmettent des expressions culturelles, indépendamment de la valeur commerciale qu'ils peuvent avoir. Les activités culturelles peuvent être une fin en elles-mêmes, ou bien contribuer à la production de biens et services culturels.

## **5. Industries culturelles**

« Industries culturelles » renvoie aux industries produisant et distribuant des biens ou services culturels tels que définis au paragraphe 4 ci-dessus.

## **6. Politiques et mesures culturelles**

« Politiques et mesures culturelles » renvoie aux politiques et mesures relatives à la culture, à un niveau local, national, régional ou international, qu'elles soient centrées sur la culture en tant que telle, ou destinées à avoir un effet direct sur les expressions culturelles des individus, groupes ou sociétés, y compris sur la création, la production, la diffusion et la distribution d'activités, de biens et de services culturels et sur l'accès à ceux-ci.

## **7. Protection**

« Protection » signifie l'adoption de mesures visant à la préservation, la sauvegarde et la mise en valeur de la diversité des expressions culturelles.

« Protéger » signifie adopter de telles mesures.

## **8. Interculturalité**

« Interculturalité » renvoie à l'existence et à l'interaction équitable de diverses cultures ainsi qu'à la possibilité de générer des expressions culturelles partagées par le dialogue et le respect mutuel.

# **IV. Droits et obligations des Parties**

## **Article 5 - Règle générale concernant les droits et obligations**

1. Les Parties réaffirment, conformément à la Charte des Nations Unies, aux principes du droit international et aux instruments universellement reconnus en matière de droits de l'homme, leur droit souverain de formuler et mettre en oeuvre

leurs politiques culturelles et d'adopter des mesures pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles ainsi que pour renforcer la coopération internationale afin d'atteindre les objectifs de la présente Convention.

2. Lorsqu'une Partie met en oeuvre des politiques et prend des mesures pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur son territoire, ses politiques et mesures doivent être compatibles avec les dispositions de la présente Convention.

#### **Article 6 - Droits des parties au niveau national**

1. Dans le cadre de ses politiques et mesures culturelles telles que décrites à l'article 4.6, et compte tenu des circonstances et des besoins qui lui sont propres, chaque Partie peut adopter des mesures destinées à protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur son territoire.

2. Ces mesures peuvent inclure :

(a) les mesures réglementaires qui visent à protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles ;

(b) les mesures qui, d'une manière appropriée, offrent des opportunités aux activités, biens et services culturels nationaux, de trouver leur place parmi l'ensemble des activités, biens et services culturels disponibles sur son territoire, pour ce qui est de leur création, production, diffusion, distribution et jouissance, y compris les mesures relatives à la langue utilisée pour lesdits activités, biens et services ;

(c) les mesures qui visent à fournir aux industries culturelles nationales indépendantes et aux activités du secteur informel un accès véritable aux moyens de production, de diffusion et de distribution d'activités, biens et services culturels ;

(d) les mesures qui visent à accorder des aides financières publiques ;

(e) les mesures qui visent à encourager les organismes à but non lucratif, ainsi que les institutions publiques et privées, les artistes et les autres professionnels de la culture, à développer et promouvoir le libre échange et la libre circulation des idées et des expressions culturelles ainsi que des activités, biens et services culturels, et à stimuler la création et l'esprit d'entreprise dans leurs activités ;

(f) les mesures qui visent à établir et soutenir, de façon appropriée, les institutions de service public ;

(g) les mesures qui visent à encourager et soutenir les artistes ainsi que tous ceux qui sont impliqués dans la création d'expressions culturelles ;

(h) les mesures qui visent à promouvoir la diversité des médias, y compris au moyen du service public de radiodiffusion.

#### **Article 7 - Mesures destinées à promouvoir les expressions culturelles**

1. Les Parties s'efforcent de créer sur leur territoire un environnement encourageant les individus et les groupes sociaux :

(a) à créer, produire, diffuser et distribuer leurs propres expressions culturelles et à y avoir accès, en tenant dûment compte des conditions et besoins particuliers des femmes, ainsi que de divers groupes sociaux, y compris les personnes appartenant aux minorités et les peuples autochtones ;

(b) à avoir accès aux diverses expressions culturelles provenant de leur territoire ainsi que des autres pays du monde.

2. Les Parties s'efforcent également de reconnaître l'importante contribution des artistes et de tous ceux qui sont impliqués dans le processus créateur, des communautés culturelles et des organisations qui les soutiennent dans leur travail, ainsi que leur rôle central qui est de nourrir la diversité des expressions culturelles.

### **Article 8 - Mesures destinées à protéger les expressions culturelles**

1. Sans préjudice des dispositions des articles 5 et 6, une Partie peut diagnostiquer l'existence de situations spéciales où les expressions culturelles, sur son territoire, sont soumises à un risque d'extinction, à une grave menace, ou nécessitent de quelque façon que ce soit une sauvegarde urgente.

2. Les Parties peuvent prendre toutes les mesures appropriées pour protéger et préserver les expressions culturelles dans les situations mentionnées au paragraphe 1 conformément aux dispositions de la présente Convention.

3. Les Parties font rapport au Comité intergouvernemental visé à l'article 23 sur toutes les mesures prises pour faire face aux exigences de la situation, et le Comité peut formuler des recommandations appropriées.

### **Article 9 - Partage de l'information et transparence**

Les Parties :

(a) fournissent tous les quatre ans, dans leurs rapports à l'UNESCO, l'information appropriée sur les mesures prises en vue de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur leur territoire et au niveau international ;

(b) désignent un point de contact chargé du partage de l'information relative à la présente Convention ;

(c) partagent et échangent l'information relative à la protection et à la promotion de la diversité des expressions culturelles.

### **Article 10 - Éducation et sensibilisation du public**

Les Parties :

(a) favorisent et développent la compréhension de l'importance de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles, notamment par le biais de programmes d'éducation et de sensibilisation accrue du public ;

(b) coopèrent avec les autres Parties et les organisations internationales et régionales pour atteindre l'objectif du présent article ;

(c) s'emploient à encourager la créativité et à renforcer les capacités de production par la mise en place de programmes d'éducation, de formation et d'échanges dans le domaine des industries culturelles. Ces mesures devraient être appliquées de manière à ne pas avoir d'impact négatif sur les formes de production traditionnelles.

### **Article 11 - Participation de la société civile**

Les Parties reconnaissent le rôle fondamental de la société civile dans la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Les Parties encouragent la participation active de la société civile à leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs de la présente Convention.

### **Article 12 - Promotion de la coopération internationale**

Les Parties s'emploient à renforcer leur coopération bilatérale, régionale et internationale afin de créer des conditions propices à la promotion de la diversité des expressions culturelles, en tenant particulièrement compte des situations mentionnées aux articles 8 et 17, en vue notamment de :

- (a) faciliter le dialogue entre elles sur la politique culturelle ;
- (b) renforcer les capacités stratégiques et de gestion du secteur public dans les institutions culturelles publiques, grâce aux échanges culturels professionnels et internationaux, ainsi qu'au partage des meilleures pratiques ;
- (c) renforcer les partenariats avec la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, et entre ces entités, pour favoriser et promouvoir la diversité des expressions culturelles ;
- (d) promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies et encourager les partenariats afin de renforcer le partage de l'information et la compréhension culturelle, et de favoriser la diversité des expressions culturelles ;
- (e) encourager la conclusion d'accords de coproduction et de codistribution.

### **Article 13 - Intégration de la culture dans le développement durable**

Les Parties s'emploient à intégrer la culture dans leurs politiques de développement, à tous les niveaux, en vue de créer des conditions propices au développement durable et, dans ce cadre, de favoriser les aspects liés à la protection et à la promotion de la diversité des expressions culturelles.

### **Article 14 - Coopération pour le développement**

Les Parties s'attachent à soutenir la coopération pour le développement durable et la réduction de la pauvreté, particulièrement pour ce qui est des besoins spécifiques des pays en développement, en vue de favoriser l'émergence d'un secteur culturel dynamique, entre autres par les moyens suivants :

- (a) Le renforcement des industries culturelles des pays en développement :
  - (i) en créant et en renforçant les capacités de production et de distribution culturelles dans les pays en développement ;
  - (ii) en facilitant l'accès plus large de leurs activités, biens et services culturels au marché mondial et aux circuits de distribution internationaux ;
  - (iii) en permettant l'émergence de marchés locaux et régionaux viables ;
  - (iv) en adoptant, chaque fois que possible, des mesures appropriées dans les pays développés en vue de faciliter l'accès à leur territoire des activités, biens et services culturels des pays en développement ;
  - (v) en soutenant le travail créatif et en facilitant, dans la mesure du possible, la mobilité des artistes des pays en développement ;
  - (vi) en encourageant une collaboration appropriée entre pays développés et pays en développement, notamment dans les domaines de la musique et du film ;
- (b) Le renforcement des capacités par l'échange d'information, d'expérience et d'expertise, ainsi que la formation des ressources humaines dans les pays en développement dans les secteurs public et privé concernant notamment les capacités stratégiques et de gestion, l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques, la promotion et la distribution des expressions culturelles, le développement des moyennes, petites et microentreprises, l'utilisation des technologies ainsi que le développement et le transfert des compétences ;



(c) Le transfert de technologies et de savoir-faire par la mise en place de mesures incitatives appropriées, en particulier dans le domaine des industries et des entreprises culturelles ;

(d) Le soutien financier par :

(i) l'établissement d'un Fonds international pour la diversité culturelle, comme prévu à l'article 18 ;

(ii) l'octroi d'une aide publique au développement, en tant que de besoin, y compris une assistance technique destinée à stimuler et soutenir la créativité ;

(iii) d'autres formes d'aide financière telles que des prêts à faible taux d'intérêt, des subventions et d'autres mécanismes de financement.

### **Article 15 - Modalités de collaboration**

Les Parties encouragent le développement de partenariats, entre les secteurs public et privé et les organisations à but non lucratif et en leur sein, afin de coopérer avec les pays en développement au renforcement de leur capacité de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles. Ces partenariats novateurs mettront l'accent, en réponse aux besoins concrets des pays en développement, sur le développement des infrastructures, des ressources humaines et des politiques ainsi que sur les échanges d'activités, biens et services culturels.

### **Article 16 - Traitement préférentiel pour les pays en développement**

Les pays développés facilitent les échanges culturels avec les pays en développement en accordant, au moyen de cadres institutionnels et juridiques appropriés, un traitement préférentiel à leurs artistes et autres professionnels et praticiens de la culture, ainsi qu'à leurs biens et services culturels.

### **Article 17 - Coopération internationale dans les situations de menace grave contre les expressions culturelles**

Les Parties coopèrent pour se porter mutuellement assistance, en veillant en particulier aux pays en développement, dans les situations mentionnées à l'article 8.

### **Article 18 - Fonds international pour la diversité culturelle**

1. Il est créé un Fonds international pour la diversité culturelle, ci-après dénommé « le Fonds ».

2. Le Fonds est constitué en fonds-en-dépôt conformément au Règlement financier de l'UNESCO.

3. Les ressources du Fonds sont constituées par :

(a) les contributions volontaires des Parties ;

(b) les fonds alloués à cette fin par la Conférence générale de l'UNESCO ;

(c) les versements, dons ou legs que pourront faire d'autres États, des organisations et programmes du système des Nations Unies, d'autres organisations régionales ou internationales, et des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;

(d) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds ;

(e) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds ;

(f) toutes autres ressources autorisées par le règlement du Fonds.

4. L'utilisation des ressources du Fonds est décidée par le Comité intergouvernemental sur la base des orientations de la Conférence des Parties visée à l'article 22.
5. Le Comité intergouvernemental peut accepter des contributions et autres formes d'assistance à des fins générales ou spécifiques se rapportant à des projets déterminés, pourvu que ces projets soient approuvés par lui.
6. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique, économique ou autre qui soit incompatible avec les objectifs de la présente Convention.
7. Les Parties s'attachent à verser des contributions volontaires sur une base régulière pour la mise en oeuvre de la présente Convention.

### **Article 19 - Échange, analyse et diffusion de l'information**

1. Les Parties s'accordent pour échanger l'information et l'expertise relatives à la collecte des données et aux statistiques concernant la diversité des expressions culturelles, ainsi qu'aux meilleures pratiques pour la protection et la promotion de celle-ci.
2. L'UNESCO facilite, grâce aux mécanismes existant au sein du Secrétariat, la collecte, l'analyse et la diffusion de toutes les informations, statistiques et meilleures pratiques en la matière.
3. Par ailleurs, l'UNESCO constitue et tient à jour une banque de données concernant les différents secteurs et organismes gouvernementaux, privés et à but non lucratif, oeuvrant dans le domaine des expressions culturelles.
4. En vue de faciliter la collecte des données, l'UNESCO accorde une attention particulière au renforcement des capacités et de l'expertise des Parties qui formulent la demande d'une assistance en la matière.
5. La collecte de l'information définie dans le présent article complète l'information visée par les dispositions de l'article 9.

## **V. Relations avec les autres instruments**

### **Article 20 - Relations avec les autres instruments : soutien mutuel, complémentarité et non-subordination**

1. Les Parties reconnaissent qu'elles doivent remplir de bonne foi leurs obligations en vertu de la présente Convention et de tous les autres traités auxquels elles sont parties. Ainsi, sans subordonner cette Convention aux autres traités,
  - (a) elles encouragent le soutien mutuel entre cette Convention et les autres traités auxquels elles sont parties ; et
  - (b) lorsqu'elles interprètent et appliquent les autres traités auxquels elles sont parties ou lorsqu'elles souscrivent à d'autres obligations internationales, les Parties prennent en compte les dispositions pertinentes de la présente Convention.
2. Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme modifiant les droits et obligations des Parties au titre d'autres traités auxquels elles sont parties.

### **Article 21 - Concertation et coordination internationales**

Les Parties s'engagent à promouvoir les objectifs et principes de la présente Convention dans d'autres enceintes internationales. À cette fin, les Parties se consultent, s'il y a lieu, en gardant à l'esprit ces objectifs et ces principes.

## **VI. Organes de la Convention**

### **Article 22 - Conférence des Parties**

1. Il est établi une Conférence des Parties. La Conférence des Parties est l'organe plénier et suprême de la présente Convention.
2. La Conférence des Parties se réunit en session ordinaire tous les deux ans, dans la mesure du possible dans le cadre de la Conférence générale de l'UNESCO. Elle peut se réunir en session extraordinaire si elle en décide ainsi ou si une demande est adressée au Comité intergouvernemental par au moins un tiers des Parties.
3. La Conférence des Parties adopte son règlement intérieur.
4. Les fonctions de la Conférence des Parties sont, entre autres :
  - (a) d'élire les membres du Comité intergouvernemental ;
  - (b) de recevoir et d'examiner les rapports des Parties à la présente Convention transmis par le Comité intergouvernemental ;
  - (c) d'approuver les directives opérationnelles préparées, à sa demande, par le Comité intergouvernemental ;
  - (d) de prendre toute autre mesure qu'elle juge nécessaire pour promouvoir les objectifs de la présente Convention.

### **Article 23 - Comité intergouvernemental**

1. Il est institué auprès de l'UNESCO un Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, ci-après dénommé « le Comité intergouvernemental ». Il est composé de représentants de 18 États Parties à la Convention, élus pour quatre ans par la Conférence des Parties dès que la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 29.
2. Le Comité intergouvernemental se réunit une fois par an.
3. Le Comité intergouvernemental fonctionne sous l'autorité et conformément aux directives de la Conférence des Parties et lui rend compte.
4. Le nombre des membres du Comité intergouvernemental sera porté à 24 dès lors que le nombre de Parties à la Convention atteindra 50.
5. L'élection des membres du Comité intergouvernemental est basée sur les principes de la répartition géographique équitable et de la rotation.
6. Sans préjudice des autres attributions qui lui sont conférées par la présente Convention, les fonctions du Comité intergouvernemental sont les suivantes :
  - (a) promouvoir les objectifs de la présente Convention, encourager et assurer le suivi de sa mise en oeuvre ;
  - (b) préparer et soumettre à l'approbation de la Conférence des Parties, à sa demande, des directives opérationnelles relatives à la mise en oeuvre et à l'application des dispositions de la Convention ;
  - (c) transmettre à la Conférence des Parties les rapports des Parties à la Convention, accompagnés de ses observations et d'un résumé de leur contenu ;
  - (d) faire des recommandations appropriées dans les situations portées à son attention par les Parties à la Convention conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, en particulier l'article 8 ;

(e) établir des procédures et autres mécanismes de consultation afin de promouvoir les objectifs et principes de la présente Convention dans d'autres enceintes internationales ;

(f) accomplir toute autre tâche dont il peut être chargé par la Conférence des Parties.

7. Le Comité intergouvernemental, conformément à son Règlement intérieur, peut inviter à tout moment des organismes publics ou privés ou des personnes physiques à participer à ses réunions en vue de les consulter sur des questions spécifiques.

8. Le Comité intergouvernemental établit et soumet son Règlement intérieur à l'approbation de la Conférence des Parties.

#### **Article 24 - Secrétariat de l'UNESCO**

1. Les organes de la Convention sont assistés par le Secrétariat de l'UNESCO.

2. Le Secrétariat prépare la documentation de la Conférence des Parties et du Comité intergouvernemental ainsi que le projet d'ordre du jour de leurs réunions, aide à l'application de leurs décisions et fait rapport sur celle-ci.

### **VII. Dispositions finales**

#### **Article 25 - Règlement des différends**

1. En cas de différend entre les Parties à la présente Convention sur l'interprétation ou l'application de la Convention, les Parties recherchent une solution par voie de négociation.

2. Si les Parties concernées ne peuvent parvenir à un accord par voie de négociation, elles peuvent recourir d'un commun accord aux bons offices ou demander la médiation d'un tiers.

3. S'il n'y a pas eu de bons offices ou de médiation ou si le différend n'a pu être réglé par négociation, bons offices ou médiation, une Partie peut avoir recours à la conciliation conformément à la procédure figurant en Annexe à la présente Convention. Les Parties examinent de bonne foi la proposition de résolution du différend rendue par la Commission de conciliation.

4. Chaque Partie peut, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer qu'elle ne reconnaît pas la procédure de conciliation prévue ci-dessus. Toute Partie ayant fait une telle déclaration, peut, à tout moment, retirer cette déclaration par une notification au Directeur général de l'UNESCO.

#### **Article 26 - Ratification, acceptation, approbation ou adhésion par les États membres**

1. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à l'adhésion des États membres de l'UNESCO, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général de l'UNESCO.

#### **Article 27 - Adhésion**

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État non membre de l'UNESCO mais membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. La présente Convention est également ouverte à l'adhésion des territoires qui jouissent d'une complète autonomie interne, reconnue comme telle par l'Organisation des Nations Unies, mais qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et qui ont compétence pour les matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières.

3. Les dispositions suivantes s'appliquent aux organisations d'intégration économique régionale :

(a) la présente Convention est aussi ouverte à l'adhésion de toute organisation d'intégration économique régionale, qui, sous réserve des paragraphes suivants, est pleinement liée par les dispositions de la Convention au même titre que les États parties ;

(b) lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une telle organisation sont également Parties à la présente Convention, cette organisation et cet ou ces États membres conviennent de leur responsabilité dans l'exécution de leurs obligations en vertu de la présente Convention. Ce partage des responsabilités prend effet une fois achevée la procédure de notification décrite à l'alinéa (c). L'organisation et les États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits découlant de la présente Convention. En outre, dans les domaines relevant de leur compétence, les organisations d'intégration économique disposent pour exercer leur droit de vote d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont Parties à la présente Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si les États membres exercent le leur et inversement ;

(c) une organisation d'intégration économique régionale et son État ou ses États membres qui ont convenu d'un partage des responsabilités tel que prévu à l'alinéa

(b) informent les Parties du partage ainsi proposé de la façon suivante :

(i) dans son instrument d'adhésion, cette organisation indique de façon précise le partage des responsabilités en ce qui concerne les questions régies par la Convention ;

(ii) en cas de modification ultérieure des responsabilités respectives, l'organisation d'intégration économique régionale informe le dépositaire de toute proposition de modification de ces responsabilités ; le dépositaire informe à son tour les Parties de cette modification ;

(d) les États membres d'une organisation d'intégration économique régionale qui deviennent Parties à la Convention sont présumés demeurer compétents pour tous les domaines n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de compétence à l'organisation expressément déclaré ou signalé au dépositaire ;

(e) on entend par « organisation d'intégration économique régionale » une organisation constituée par des États souverains membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, à laquelle ces États ont transféré leur compétence dans des domaines régis par la présente Convention et qui a été dûment autorisée, selon ses procédures internes, à en devenir Partie.

4. L'instrument d'adhésion est déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

#### **Article 28 - Point de contact**

Lorsqu'elle devient Partie à la présente Convention, chaque Partie désigne le point de contact visé à l'article 9.

### **Article 29 - Entrée en vigueur**

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des États ou des organisations d'intégration économique régionale qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour toute autre Partie trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du présent article, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration économique régionale ne doit être considéré comme venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États membres de ladite organisation.

### **Article 30 - Régimes constitutionnels fédéraux ou non unitaires**

Reconnaissant que les accords internationaux lient également les Parties indépendamment de leurs systèmes constitutionnels, les dispositions ci-après s'appliquent aux Parties ayant un régime constitutionnel fédéral ou non unitaire :

(a) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Parties qui ne sont pas des États fédéraux ;

(b) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence de chacune des unités constituantes telles que États, comtés, provinces ou cantons, qui ne sont pas, en vertu du régime constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, si nécessaire, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des unités constituantes telles qu'États, comtés, provinces ou cantons avec son avis favorable pour adoption.

### **Article 31 - Dénonciation**

1. Chacune des Parties a la faculté de dénoncer la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

3. La dénonciation prend effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifie en rien les obligations financières dont la Partie dénonciatrice est tenue de s'acquitter jusqu'à la date à laquelle le retrait prend effet.

### **Article 32 - Fonctions du dépositaire**

Le Directeur général de l'UNESCO, en sa qualité de dépositaire de la présente Convention, informe les États membres de l'Organisation, les États non membres et les organisations d'intégration économique régionale visés à l'article 27, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion mentionnés aux articles 26 et 27, de même que des dénonciations prévues à l'article 31.

### **Article 33 - Amendements**

1. Toute Partie peut, par voie de communication écrite adressée au Directeur général, proposer des amendements à la présente Convention. Le Directeur général transmet cette communication à toutes les Parties. Si, dans les six mois qui suivent

la date de transmission de la communication, la moitié au moins des Parties donne une réponse favorable à cette demande, le Directeur général présente cette proposition à la prochaine session de la Conférence des Parties pour discussion et éventuelle adoption.

2. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes.

3. Les amendements à la présente Convention, une fois adoptés, sont soumis aux Parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

4. Pour les Parties qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou y ont adhéré, les amendements à la présente Convention entrent en vigueur trois mois après le dépôt des instruments visés au paragraphe 3 du présent article par les deux tiers des Parties. Par la suite, pour chaque Partie qui ratifie, accepte, approuve un amendement ou y adhère, cet amendement entre en vigueur trois mois après la date de dépôt par la Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

5. La procédure établie aux paragraphes 3 et 4 ne s'applique pas aux amendements apportés à l'article 23 concernant le nombre des membres du Comité intergouvernemental. Ces amendements entrent en vigueur au moment de leur adoption.

6. Un État ou une organisation d'intégration économique régionale au sens de l'article 27 qui devient Partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 4 du présent article est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant :

(a) Partie à la présente Convention ainsi amendée ; et

(b) Partie à la présente Convention non amendée à l'égard de toute Partie qui n'est pas liée par ces amendements.

#### **Article 34 - Textes faisant foi**

La présente Convention est établie en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe, les six textes faisant également foi.

#### **Article 35 - Enregistrement**

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'UNESCO.

### **ANNEXE**

#### **Procédure de conciliation**

##### **Article premier - Commission de conciliation**

Une Commission de conciliation est créée à la demande de l'une des Parties au différend. À moins que les Parties n'en conviennent autrement, la Commission se compose de cinq membres, chaque Partie concernée en désignant deux et le Président étant choisi d'un commun accord par les membres ainsi désignés.

#### **Article 2 - Membres de la commission**

En cas de différend entre plus de deux Parties, les parties ayant le même intérêt désignent leurs membres de la Commission d'un commun accord. Lorsque deux

Parties au moins ont des intérêts indépendants ou lorsqu'elles sont en désaccord sur la question de savoir si elles ont le même intérêt, elles nomment leurs membres séparément.

### **Article 3 - Nomination**

Si, dans un délai de deux mois après la demande de création d'une commission de conciliation, tous les membres de la Commission n'ont pas été nommés par les Parties, le Directeur général de l'UNESCO procède, à la requête de la Partie qui a fait la demande, aux nominations nécessaires dans un nouveau délai de deux mois.

### **Article 4 - Président de la commission**

Si, dans un délai de deux mois après la nomination du dernier des membres de la Commission, celle-ci n'a pas choisi son Président, le Directeur général procède, à la requête d'une Partie, à la désignation du Président dans un nouveau délai de deux mois.

### **Article 5 - Décisions**

La Commission de conciliation prend ses décisions à la majorité des voix de ses membres. À moins que les Parties au différend n'en conviennent autrement, elle établit sa propre procédure. Elle rend une proposition de résolution du différend que les Parties examinent de bonne foi.

### **Article 6 - Désaccords**

En cas de désaccord au sujet de la compétence de la Commission de conciliation, celle-ci décide si elle est ou non compétente.

## **Konvencija o zaštiti i unapređenju raznolikosti kulturnih izraza**

Generalna konferencija Organizacije Ujedinjenih nacija za obrazovanje, nauku i kulturu koja se sastala u Parizu od 3. do 21. oktobra 2005. godine na svom trideset trećem zasjedanju,

*potvrđujući* da je kulturna raznolikost svojstvena čovečanstvu,

*svesna* da kulturna raznolikost oblikuje zajedničko nasleđe čovečanstva i da je treba negovati i čuvati za dobrobit svih,

*svesna* da kulturna raznolikost stvara bogat i raznovrstan svet, povećavajući mogućnosti izbora i negujući ljudske sposobnosti i vrednosti, i da stoga predstavlja glavni pokretač održivog razvoja zajednica, naroda i nacija,

*podsećajući* da je kulturna raznolikost, koja doživljava procvat u okviru demokratije, tolerancije, socijalne pravde i uzajamnog poštovanja među narodima i kulturama, neophodna za mir i bezbednost na lokalnom, državnom i međunarodnom nivou,

*veličajući* značaj kulturne raznolikosti za puno ostvarenje ljudskih prava i osnovnih sloboda proklamovanih u Univerzalnoj deklaraciji o ljudskim pravima i drugim univerzalno priznatim dokumentima,



*naglašavajući* potrebu uključivanja kulture kao strateškog elementa u državne i međunarodne razvojne politike, kao i u međunarodnu saradnju u oblasti razvoja, uzimajući u obzir i Milenijumsku deklaraciju Ujedinjenih nacija (2000) sa posebnim naglaskom na smanjenje siromaštva,

*uviđajući* da kultura poprima različite oblike u vremenu i prostoru i da je ta raznolikost otelotvorena u jedinstvenosti i mnoštvu identiteta i kulturnih izraza društava i zajednica koji sačinjavaju čovečanstvo,

*prepoznajući* važnost tradicionalnih znanja kao izvora nematerijalnog i materijalnog bogatstva, a posebno sisteme znanja autohtonih naroda i njihovog pozitivnog doprinosa održivom razvoju, kao i potrebu za njihovom adekvatnom zaštitom i unapređenjem,

*prepoznajući* potrebu da se preduzmu mere zaštite raznolikosti kulturnih izraza, uključujući njihove sadržaje, naročito u okolnostima gde preti mogućnost da oni nestanu ili ozbiljno oslabe,

*naglašavajući* važnost kulture za društvenu koheziju uopšte, a posebno njen potencijal za unapređenje položaja i uloge žena u društvu,

*svesna* da se kulturna raznolikost učvršćuje slobodnim protokom ideja, i da se obogaćuje stalnom razmenom i interakcijom među kulturama,

*ponovo potvrđujući* da sloboda mišljenja, izražavanja i informisanja, kao i raznolikost medija, omogućavaju procvat kulturnih izraza u okviru društava,

*prepoznajući da raznolikost kulturnih izraza, uključujući tradicionalne kulturne izraze, jeste značajan faktor koji dozvoljava pojedincima i narodima da izraze i podele sa drugima svoje ideje i vrednosti,*

*podsećajući da je jezička raznolikost temeljni činilac kulturne raznolikosti, i reafirmišući ključnu ulogu obrazovanja u zaštiti i unapređenju kulturnih izraza,*

*uzimajući u obzir* važnost vitalnosti kultura, posebno za osobe koje pripadaju manjinama i autohtonim narodima, koja se manifestuje u njihovoj slobodi stvaranja, difuzije i distribucije tradicionalnih kulturnih izraza, kao i takav način pristupa koji bi favorizovao njihov sopstveni razvoj,

*naglašavajući* vitalnu ulogu kulturne interakcije i stvaralaštva, koje potkrepljuju i obnavljaju kulturne izraze, i jačaju ulogu onih koji rade na razvoju kulture u svrhu opšteg društvenog napretka,

*prepoznajući* važnost prava na intelektualnu svojinu radi podrške onima koji učestvuju u kulturnom stvaralaštvu,

*uverene* da kulturne aktivnosti, dobra i usluge imaju dvostruku prirodu, kako ekonomsku tako i kulturnu, pošto su nosioci identiteta, vrednosti i značenja, i da se ne smeju tretirati kao da imaju jedino komercijalnu vrednost,

*napominjući* da procesi globalizacije, olakšani brzim razvojem informacionih i komunikacionih tehnologija, stvaraju povoljne uslove za razvijeniju interakciju među

kulturama i da, takođe, predstavljaju izazov za kulturnu raznolikost, naročito u pogledu opasnosti stvaranja neravnoteže između bogatih i siromašnih zemalja,

svesna da je Unesku dodeljen poseban mandat da osigura poštovanje raznolikosti kultura i preporuči takve međunarodne sporazume kakvi bi mogli biti neophodni za unapređenje slobodnog protoka ideja putem reči i slike,

pozivajući se na raspolaganje međunarodnim instrumentima, usvojenim od strane Uneska, koji se odnose na kulturnu raznolikost i na ostvarivanje ljudskih prava, a naročito na Univerzalnu deklaraciju o kulturnoj različitosti iz 2001. godine,

Usvaja, 20. oktobra 2005. godine, ovu Konvenciju:

## **I Ciljevi i opšta načela**

### **Član 1 – Ciljevi**

Ciljevi ove Konvencije jesu da:

- (a) zaštititi i unapredi raznolikost kulturnih izraza;
- (b) stvori uslove za napredak i slobodnu interakciju kultura na uzajamno koristan način;
- (c) podstakne dijalog među kulturama radi obezbeđivanja intenzivnije i uravnoteženije kulturne razmene u svetu u prilog poštovanja među kulturama i kulture mira;
- (d) neguje interkulturalnost radi razvoja kulturne interakcije u duhu izgradnje mostova među narodima;
- (e) unapređuje poštovanje raznolikosti kulturnih izraza i širenje svesti o njenoj vrednosti na lokalnom, državnom i međunarodnom nivou;
- (f) iznova potvrdi važnost povezanosti kulture i razvoja u svim zemljama, naročito u zemljama u razvoju, i da ohrabruje napore preduzete na državnom i međunarodnom planu radi prepoznavanja istinske vrednosti te povezanosti;
- (g) oda priznanje posebnoj ulozi kulturnih delatnosti, dobara i usluga kao nosiocima identiteta, vrednosti i smisla;
- (h) iznova potvrdi suvereno pravo država da se pridržavaju, usvajaju i sprovode politike i mere koje smatraju prikladnim za zaštitu i promociju raznolikosti kulturnih izraza na svojim teritorijama;
- (i) ojača međunarodnu saradnju i solidarnost u duhu partnerstva, naročito zarad uvećanja sposobnosti zemalja u razvoju u pogledu zaštite i promovisanja raznolikosti kulturnih izraza.

## **Član 2 – Opšta načela**

### **1. Načelo poštovanja ljudskih prava i osnovnih sloboda**

Kulturna raznolikost može biti zaštićena i unapređena samo ukoliko su zagarantovana ljudska prava i osnovne slobode, kao što su sloboda izražavanja, informisanja i razmene informacija, kao i mogućnost da pojedinci biraju odgovarajuće kulturne izraze. Niko se ne može pozivati na odredbe ove Konvencije da bi kršio ili ograničavao ljudska prava i osnovne slobode određene u Univerzalnoj deklaraciji o ljudskim pravima ili zagarantovane međunarodnim pravom.

### **2. Načelo suvereniteta**

U skladu sa Poveljom Ujedinjenih nacija i principima međunarodnog prava, države imaju suvereno pravo da usvajaju mere i politiku za zaštitu i unapređenje raznolikosti kulturnih izraza na svojoj teritoriji.

### **3. Načelo jednakog dostojanstva i poštovanja svih kultura**

Zaštita i unapređenje raznolikosti kulturnih izraza pretpostavljaju priznavanje jednakog dostojanstva i poštovanja svih kultura, uključujući i one koje pripadaju manjinama i autohtonim narodima.

### **4. Načelo međunarodne solidarnosti i saradnje**

Međunarodna saradnja i solidarnost treba da budu usmerene na pružanje mogućnosti svim zemljama, a posebno zemljama u razvoju, da stvaraju i jačaju svoja sredstva kulturnog izraza, uključujući tu i njihove kulturne industrije, bilo da su u začetku ili su već utemeljene, na lokalnom, nacionalnom i međunarodnom nivou.

### **5. Načelo komplementarnosti ekonomskih i kulturnih aspekata razvoja**

Budući da je kultura jedan od osnovnih pokretača razvoja, kulturni aspekti razvoja jednako su važni koliko i ekonomski, u kojima pojedinci i narodi imaju osnovno pravo da učestvuju i uživaju.

### **6. Načelo održivog razvoja**

Kulturna raznolikost je veliko bogatstvo za pojedince i društva. Zaštita, promocija i održavanje kulturne različitosti suštinski su uslov održivog razvoja u korist sadašnjih i budućih generacija.

### **7. Načelo ravnopravnog pristupa**

Ravnomeran pristup bogatom i raznolikom nizu kulturnih izraza iz celog sveta i pristup kultura sredstvima izražavanja i difuziji, čine važne elemente u vrednovanju kulturne raznolikosti i podsticanju na međusobno razumevanje.

### **8. Načelo otvorenosti i ravnoteže**

Kada države usvajaju mere da bi pomogle raznolikost kulturnih izraza, treba da nastoje da, na odgovarajući način, unaprede otvorenost prema drugim kulturama sveta i da osiguraju da ove mere budu usmerene na ciljeve postavljene ovom Konvencijom.

## **II Područje primene**

### **Član 3 – Područje primene**

Ova Konvencija će se odnositi na politiku i mere koje usvajaju Strane potpisnice, a odnose se na zaštitu i promociju raznolikosti kulturnih izraza.

### **III Definicije**

#### **Član 4 – Definicije**

Za potrebe ove Konvencije podrazumeva se da izraz:

##### **1. Kulturna raznolikost**

„Kulturna raznolikost” obuhvata mnoštvo načina na koje kulture grupa i društva nalaze svoj izraz. Ovi izrazi se prenose unutar i između grupa i društava.

Kulturna raznolikost se manifestuje ne samo kroz različite načine kojima se kulturno nasleđe čovečanstva izražava, uvećava i prenosi kao raznolikost kulturnih izraza, već i kroz različite načine umetničkog stvaralaštva, produkcije, difuzije i distribucije i uživanja u kulturnim izrazima, bez obzira na korišćena sredstva i tehnologije.

##### **2. Kulturni sadržaj**

„Kulturni sadržaj” se odnosi na simbolično značenje, umetničku dimenziju i kulturne vrednosti koje proizlaze iz ili izražavaju kulturne identitete.

##### **3. Kulturni izrazi**

„Kulturni izrazi” su oni izrazi koji su rezultat kreativnosti pojedinaca, grupa i društava i koji imaju kulturni sadržaj.

##### **4. Kulturne delatnosti, dobra i usluge**

„Kulturne delatnosti, dobra i usluge” obuhvata one delatnosti, dobra i usluge koje, onda kada se smatra da imaju određeni kvalitet, upotrebu ili svrhu, sadrže ili prenose kulturne izraze, bez obzira na komercijalnu vrednost koju mogu da imaju. Kulturne delatnosti mogu da budu same po sebi cilj, ili mogu da doprinose produkciji kulturnih dobara i usluga.

##### **5. Kulturne industrije**

„Kulturne industrije” podrazumeva industrije koje proizvode i distribuiraju kulturna dobra i usluge kako je definisano u gorenavedenom paragrafu 4.

##### **6. Kulturna politika i mere**

„Kulturna politika i mere” podrazumeva one politike i mere koje su u vezi s kulturom, bilo na lokalnom, nacionalnom, regionalnom ili međunarodnom nivou, koje su usredsređene na kulturu kao takvu, ili im je namena da utiču na kulturne izraze pojedinaca, grupa ili društava, uključujući stvaranje, produkciju, distribuciju, difuziju i pristup kulturnim delatnostima, dobrima i uslugama.

##### **7. Zaštita**

„Zaštita” podrazumeva usvajanje mera koje imaju za cilj očuvanje, obezbeđivanje i promociju raznolikosti kulturnih izraza.

„Zaštiti” znači primeniti takve mere.

##### **8. Interkulturalnost**

„Interkulturalnost” se odnosi na postojanje i ravnopravnu interakciju različitih kultura, kao i na mogućnost stvaranja zajedničkih, ali ne jedinstvenih kulturnih izraza, kroz dijalog i uzajamno poštovanje.

#### **IV Prava i obaveze Strana potpisnica**

##### **Član 5 – Opšte pravilo koje se odnosi na prava i obaveze**

1. Strane potpisnice, u skladu s Poveljom Ujedinjenih nacija, načelima međunarodnog prava i univerzalno priznatim instrumentima iz oblasti ljudskih prava, ponovo potvrđuju svoje suvereno pravo da formulišu i sprovode svoju kulturnu politiku, da usvajaju mere za zaštitu i unapređenje raznolikosti kulturnih izraza, i da jačaju međunarodnu saradnju radi ostvarenja ciljeva ove konvencije.

2. Kada Strana potpisnica sprovodi kulturnu politiku i mere za zaštitu i unapređenje raznolikosti kulturnih izraza na svojoj teritoriji, njena politika i mere moraju biti u skladu sa odredbama ove konvencije.

##### **Član 6 – Prava Strana potpisnica na nacionalnom nivou**

1. U okviru svojih kulturnih politika i mera, kako je definisano u članu 4. paragraf 6, i uzimajući u obzir sopstvene potrebe i specifične okolnosti, svaka Strana potpisnica može da usvoji mere namenjene zaštiti i unapređenju raznolikosti kulturnih izraza na svojoj teritoriji.

2. Te mere mogu da obuhvate sledeće:

- (a) regulatome mere čiji je cilj zaštita i unapređenje raznolikosti kulturnih izraza;
- (b) mere koje, na prikladan način, pružaju mogućnost domaćim kulturnim delatnostima, dobrima i uslugama, među svima onima koje postoje na državnoj teritoriji, za stvaranje, produkciju, difuziju, distribuciju i uživanje u njima, uključujući i odredbe koje se odnose na jezik koji se koristi za takve delatnosti, dobra i usluge;
- (v) mere čiji je cilj da obezbede efektivan pristup sredstvima produkcije, difuzije i distribucije kulturnih delatnosti, dobara i usluga nezavisnim domaćim kulturnim industrijama i aktivnostima civilnog društva;
- (g) mere čiji je cilj obezbeđivanje javnog finansiranja;
- (d) mere čiji je cilj da podstaknu neprofitne organizacije, javne i privatne institucije, umetnike i pripadnike drugih profesija na polju kulture, da razvijaju i unapređuju slobodnu razmenu i protok ideja i kulturnih izraza, kao i kulturnih delatnosti, dobara i usluga, i da stimulišu stvaralački i preduzetnički duh u svojim aktivnostima ;
- (đ) mere čiji je cilj da uspostave i podrže, na prikladan način, institucije od javnog značaja;
- (e) mere čiji je cilj da podstaknu i podrže umetnike, kao i sve učesnike u procesu stvaranja kulturnih izraza;
- (ž) mere čiji je cilj da podstiču raznolikost medija, uključujući tu i raznolikost unutar javnog radiodifuznog servisa.

### **Član 7 – Mere za unapređenje kulturnih izraza**

1. Strane potpisnice će ulagati napore da na svojoj teritoriji stvore okruženje koje podstiče pojedince i društvene grupe:

- (a) na stvaranje, produkciju, difuziju i distribuciju, te da imaju pristup sopstvenim kulturnim izrazima, posvećujući dužnu pažnju posebnim okolnostima i potrebama žena i različitih društvenih grupa, uključujući tu i osobe koje pripadaju manjinama, kao i autohtone narode;
- (b) da imaju pristup raznolikim kulturnim izrazima sa svoje teritorije, kao i teritorija drugih zemalja;

2. Strane potpisnice će takođe nastojati da prepoznaju važnost doprinosa umetnika i svih onih koji su uključeni u stvaralačke procese, kulturnih zajednica i organizacija koje podržavaju njihov rad, kao i njihovu ključnu ulogu u negovanju raznolikosti kulturnih izraza.

### **Član 8 – Mere za zaštitu kulturnih izraza**

1. Ne dovodeći u pitanje odredbe čl 5. i 6. Strana potpisnica može da utvrdi postojanje posebnih situacija u kojima su kulturni izrazi na njenoj teritoriji izloženi riziku od nestajanja, odnosno da su ozbiljno ugroženi, ili ih je iz nekog drugog razloga potrebno hitno obezbediti.

2. Strane potpisnice mogu preduzeti sve odgovarajuće mere da zaštite i očuvaju kulturne izraze u situacijama opisanim u paragrafu 1. u skladu s odredbama ove konvencije.

3. Strane potpisnice će podnositi izveštaj Međuvladinom komitetu iz člana 23. o svim merama koje su preduzete da bi se zadovoljila hitnost situacije, a Komitet može da na osnovu toga dâ odgovarajuće preporuke.

### **Član 9 – Razmena informacija i transparentnost**

Strane potpisnice će :

- (a) svake četiri godine, u svojim izveštajima Unesku, pružati odgovarajuće informacije o preduzetim merama za zaštitu i unapređenje raznolikosti kulturnih izraza na svojoj teritoriji i na međunarodnom nivou;
- (b) odrediti kontakt tačku za razmenu informacija koje se odnose na ovu Konvenciju;
- (v) zajedno deliti i razmenjivati informacije koje se odnose na zaštitu i unapređenje raznolikosti kulturnih izraza.

### **Član 10 – Obrazovanje i podizanje svesti javnosti**

Strane potpisnice će:

- (a) podsticati i unapređivati razumevanje o značaju zaštite i unapređenja raznolikosti kulturnih izraza, naročito putem programa obrazovanja i podizanja svesti javnosti;
- (b) sarađivati sa drugim Stranama potpisnicama, međunarodnim i regionalnim organizacijama radi postizanja cilja iz ovog člana;

- (v) nastojati da podstaknu stvaralaštvo i ojačaju proizvodne kapacitete ustanovljavanjem programa obrazovanja, obuke i razmene u oblasti kulturnih industrija. Ove mere treba da budu sprovedene na način koji nema negativan uticaj na tradicionalne oblike stvaranja.

### **Član 11 – Učešće civilnog društva**

Strane potpisnice priznaju ključnu ulogu civilnog društva u zaštiti i unapređenju raznolikosti kulturnih izraza. Strane potpisnice će podsticati aktivno učešće civilnog društva u svojim naporima da ostvare ciljeve ove konvencije.

### **Član 12 – Unapređenje međunarodne saradnje**

Strane potpisnice nastoje da ojačaju svoju bilateralnu, regionalnu i međunarodnu saradnju radi stvaranja uslova koji su pogodni za unapređenje raznolikosti kulturnih izraza, posebno vodeći računa o situacijama pomenutim u čl. 8. i 17. naročito radi:

- (a) olakšavanja međusobnog dijaloga o kulturnoj politici;
- (b) unapređenja strateških kapaciteta i kapaciteta uprave javnog sektora u institucijama kulture od javnog značaja, kroz stručnu i međunarodnu kulturnu razmenu i uzajamno korišćenje primera najbolje prakse;
- (v) jačanja partnerstva s civilnim društvom, nevladinim organizacijama i privatnim sektorom, i saradnje među njima, u cilju podrške i unapređenja raznolikosti kulturnih izraza;
- (g) promovisanja upotrebe novih tehnologija i podsticanja partnerstva radi unapređenja razmene i korišćenja informacija i razumevanja kulture i negovanja raznolikosti kulturnih izraza;
- (d) podsticanja zaključivanja ugovora o koprodukciji i kodistribuciji.

### **Član 13 – Uključivanje kulture u održivi razvoj**

Strane potpisnice nastoje da uključe kulturu u svoju razvojnu politiku na svim nivoima, u cilju stvaranja pogodnih uslova za održivi razvoj, i u sklopu toga, negovati aspekte vezane za zaštitu i unapređenje raznolikosti kulturnih izraza.

### **Član 14 – Saradnja u cilju razvoja**

Strane potpisnice obavezuju se da podrže saradnju u cilju održivog razvoja i smanjenja siromaštva, posebno u odnosu na specifične potrebe zemalja u razvoju, u cilju razvijanja dinamičnog kulturnog sektora, između ostalog sledećim sredstvima:

- (a) jačanjem kulturnih industrija u zemljama u razvoju putem:
  - 1) stvaranja i jačanja kapaciteta kulturne produkcije i distribucije u zemljama u razvoju;
  - 2) olakšavanja šireg pristupa svetskom tržištu i međunarodnim distribucionim mrežama, njihovim kulturnim delatnostima, dobrima i uslugama;
  - 3) omogućavanja stvaranja održivog lokalnog i regionalnog tržišta;

- 4) usvajanja, kad god je to moguće, prikladnih mera u razvijenim zemljama u cilju povećanja dostupnosti njihove teritorije za kulturne delatnosti, dobra i usluge zemalja u razvoju;
  - 5) pružanja podrške stvaralačkom radu i olakšavanja, što je moguće veće, mobilnosti umetnika iz zemalja u razvoju;
  - 6) podsticanja odgovarajuće saradnje među razvijenim zemljama i zemljama u razvoju, naročito u oblasti muzike i filma;
- (b) podizanjem kapaciteta putem razmene informacija, iskustava i stručnih znanja, obučavanjem ljudskih resursa u javnom i privatnom sektoru u zemljama u razvoju, naročito putem širenja strateških kapaciteta i kapaciteta uprave, razvojem i sprovođenjem u delo kulturne politike, unapređenjem i širenjem kulturnih izraza, razvojem srednjih, malih i mikro preduzeća, korišćenjem tehnologija, kao i razvojem i prenošenjem veština;
- (v) uvođenjem odgovarajućih stimulativnih mera za transfer tehnologija, znanja i iskustva, naročito u domenu kulturnih industrija i preduzetništva;
- (g) finansijskom podrškom putem:
- 1) osnivanja Međunarodnog fonda za kulturnu raznolikost, kako je predviđeno u članu 18;
  - 2) obezbeđivanja zvanične razvojne pomoći, prema potrebi, uključujući i tehničku pomoć, radi podsticanja i podrške stvaralaštvu;
  - 3) drugih oblika finansijske pomoći, kao što su niskokamatni krediti, bespovratna pomoć i drugi mehanizmi finansiranja.

### **Član 15 – Dogovori o saradnji**

Strane potpisnice će podsticati razvoj partnerstava između i unutar javnog i privatnog sektora i neprofitnih organizacija, u cilju saradnje sa zemljama u razvoju i radi jačanja njihovih kapaciteta za zaštitu i unapređenje raznolikosti kulturnih izraza. Na temelju konkretnih potreba zemalja u razvoju, ova inovativna partnerstva staviće akcenat na dalji razvoj infrastrukture, ljudskih resursa i politika, kao i na razmenu kulturnih delatnosti, dobara i usluga.

### **Član 16 – Povlašćeni tretman za zemlje u razvoju**

Razvijene zemlje će olakšati kulturnu razmenu sa zemljama u razvoju odobravajući, kroz odgovarajuće institucionalne i pravne okvire, povlašćeni tretman umetnicima i drugim stručnjacima i zaposlenima u oblasti kulture, kao i za kulturna dobra i usluge iz zemalja u razvoju.

### **Član 17 – Međunarodna saradnja u situacijama ozbiljne ugroženosti kulturnih izraza**

Strane potpisnice sarađivaće u uzajamnom pružanju pomoći, a posebno zemljama u razvoju, u situacijama pomenutim u članu 8.

### **Član 18 – Međunarodni fond za kulturnu raznolikost**

1. Ovim se osniva Međunarodni fond za kulturnu raznolikost (u daljem tekstu: Fond).



2. Fond se sastoji od povereničkih fondova uspostavljenih u skladu sa finansijskim propisima Uneska.

3. Sredstva Fonda čine:

- (a) dobrovoljni prilozi Strana potpisnica;
- (b) za tu svrhu opredeljena sredstva od strane Generalne konferencije Uneska;
- (v) prilozi, pokloni ili legati drugih država, organizacija i programa u sistemu Organizacije Ujedinjenih nacija, drugih regionalnih ili međunarodnih organizacija i javnih ili privatnih tela/organizacija ili pojedinaca;
- (g) sve kamate na sredstva Fonda;
- (d) sredstva dobijena prikupljanjem prihoda i finansijska dobit od manifestacija organizovanih u korist Fonda;
- (đ) sva ostala sredstva odobrena pravilnikom Fonda.

4. O korišćenju sredstava Fonda odlučuje Međuvladin komitet na osnovu smernica utvrđenih na konferenciji Strana potpisnica navedenih u članu 22.

5. Međuvladin komitet može da prihvati priloge i druge oblike pomoći, za opšte ili posebne namene, koji se odnose na jasno definisane projekte, pod uslovom da je dao odobrenje za te projekte.

6. Prilozi Fondu ne smeju biti uslovljeni nikakvim političkim, ekonomskim ili bilo kakvim drugim uslovima koji nisu u skladu sa ciljevima ove konvencije.

7. Strane potpisnice nastoje da dobrovoljne priloge daju redovno u cilju primene ove konvencije.

### **Član 19 – Razmena, analiza i širenje informacija**

1. Strane potpisnice saglasne su da razmenjuju informacije i stručna znanja koja se odnose na prikupljanje podataka i statistiku vezanu za kulturne izraze, kao i na pronalaženje najboljih primera iz prakse za njihovu zaštitu i unapređenje.

2. Unesko će olakšavati, putem postojećih mehanizama u Sekretarijatu, prikupljanje, analizu i širenje svih relevantnih informacija, statistika i najboljih primera iz prakse.

3. Takođe, Unesko će oformiti i ažurirati bazu podataka o različitim sektorima i vladinim, privatnim i neprofitnim organizacijama koje deluju u ovom domenu.

4. U cilju olakšanja prikupljanja podataka, Unesko će posebnu pažnju posvetiti jačanju kapaciteta i stručnih znanja Strana potpisnica koje podnesu zahtev za pomoć u toj oblasti.

5. Prikupljene informacije, utvrđene u ovom članu, biće dopuna informacijama koje se prikupljaju u skladu sa odredbama člana 9.

## **V Odnos prema drugim instrumentima**

### **Član 20 – Odnos prema drugim ugovorima: međusobna podrška, komplementarnost i nepodređivanje**

1. Strane potpisnice prihvataju da u dobroj volji ispunjavaju obaveze prema ovoj konvenciji i svim drugim ugovorima čiji su potpisnik. Shodno tome, bez podređivanja ove konvencije bilo kom drugom sporazumu:

- (a) Strane potpisnice će obezbeđivati međusobnu podršku između ove konvencije i drugih ugovora čiji su potpisnik; i
- (b) Strane potpisnice, prilikom tumačenja i primene drugih ugovora čiji su potpisnik ili preuzimanja drugih međunarodnih obaveza, uzeće u obzir relevantne odredbe ove konvencije.

2. Ništa iz ove konvencije ne može biti protumačeno na način koji bi izmenio prava i obaveze Strana potpisnica prema bilo kojem drugom ugovoru čiji su potpisnik.

### **Član 21 – Međunarodne konsultacije i koordinacija**

Strane potpisnice obavezuju se da promovišu ciljeve i načela ove konvencije na drugim međunarodnim forumima. U tom cilju, Strane potpisnice će se međusobno konsultovati, ukoliko za to ima potrebe, imajući u vidu ove ciljeve i načela.

## **VI Organi konvencije**

### **Član 22 – Skupština Strana potpisnica**

1. Ovim se ustanovljuje Skupština Strana potpisnica. Skupština Strana potpisnica je vrhovni plenarni organ ove konvencije.

2. Skupština Strana potpisnica sastaje se na redovnoj sednici svake dve godine, ukoliko je moguće u vremenskom okviru kada zaseda i Generalna konferencija Uneska. Ona se može sastati i na vanrednoj sednici ukoliko je tako odlučeno ili ukoliko je za to podnet zahtev Međuvladinom komitetu od strane najmanje jedne trećine Strana potpisnica.

3. Skupština Strana potpisnica usvojiće sopstveni poslovnik.

4. Funkcije Skupštine Strana potpisnica, između ostalog jesu da:

- (a) bira članove Međuvladinog komiteta;
- (b) prima i razmatra izveštaje Strana potpisnica o konvenciji koje im prosledi Međuvladin komitet;
- (v) odobrava operativne smernice pripremljene na njen zahtev od strane Međuvladinog komiteta;
- (g) preduzme bilo koju drugu meru, koju smatra neophodnom, da bi se unapredili ciljevi ove konvencije.

### **Član 23 – Međuvladin komitet**

1. U okviru Uneska osniva se Međuvladin komitet za zaštitu i unapređenje raznolikosti kulturnih izraza, u daljem tekstu „Međuvladin komitet”. Njega čine predstavnici osamnaest država Strana potpisnica konvencije, izabranih na

period od četiri godine od strane Konferencije Strana potpisnica, od trenutka kad ova konvencija stupi na snagu prema članu 29.

2. Međuvladin komitet sastaje se jednom godišnje.
3. Međuvladin komitet radi pod nadležnošću i u skladu sa direktivama Konferencije Strana potpisnica i njoj odgovara za svoj rad.
4. Broj članova Međuvladinog komiteta povećava se kada broj Strana potpisnica Konvencije dostigne pedeset.
5. Izbor članova Međuvladinog komiteta zasniva se na principima ujednačene geografske zastupljenosti, kao i na principu rotacije.
6. Ne dovodeći u pitanje druge dužnosti koje su na njega prenete ovom konvencijom, funkcije Međuvladinog komiteta jesu da:
  - (a) unapređuje ciljeve ove konvencije i da podstiče i prati njeno sprovođenje;
  - (b) priprema i podnosi na odobrenje Skupštini Strana potpisnica, na njen zahtev, operativne smernice za sprovođenje i primenu odredaba ove konvencije;
  - (v) Skupštini Strana potpisnica prosleđuje izveštaje Strana potpisnica o konvenciji, zajedno sa svojim komentarima i kratkim prikazom njihovih sadržaja;
  - (g) daje odgovarajuće preporuke koje treba prihvatiti u situacijama koje su predočile Strane potpisnice konvencije u skladu sa relevantnim odredbama konvencije, a posebno člana 8;
  - (d) ustanovi procedure i druge mehanizme konsultacija radi predstavljanja ciljeva i načela ove konvencije na drugim međunarodnim forumima;
  - (đ) obavlja sve druge zadatke koje zatraži Skupština Strana potpisnica.
7. Međuvladin komitet, u skladu sa svojim poslovníkom, može u svakom trenutku da pozove javne ili privatne organizacije ili fizička lica da prisustvuju njegovim sastancima, radi konsultacija o određenim pitanjima.
8. Međuvladin komitet priprema i podnosi Skupštini Strana potpisnica, na odobrenje, sopstveni poslovnik.

#### **Član 24 – Sekretarijat Uneska**

1. Organima Konvencije pomaže Sekretarijat Uneska.
2. Sekretarijat priprema dokumentaciju za Skupštinu Strana potpisnica i Međuvladin komitet, kao i dnevni red njihovih sastanaka, pruža pomoć i podnosi izveštaj o sprovođenju njihovih odluka.

#### **VII Završne odredbe**

##### **Član 25 – Rešavanje sporova**

1. U slučaju spora između Strana potpisnica ove konvencije u pogledu tumačenja ili primene Konvencije, Strane potpisnice nastoje da pronađu rešenje putem pregovora.
2. Ukoliko zainteresovane Strane potpisnice ne mogu da postignu dogovor putem pregovora, one zajedno mogu da potraže pomoć ili zahtevaju posredovanje treće strane.

3. Ukoliko nije bilo adekvatne pomoći ili posredovanja, ili se rešenje ne pronade putem pregovora, pomoći ili posredovanja, Strana potpisnica može da pribegne mirenju u skladu s postupkom utvrđenim u Aneksu ove konvencije. Strane potpisnice će u dobroj volji razmotriti predlog koji Komisija za mirenje da u cilju rešavanja spora.

4. Svaka Strana potpisnica može, u momentu potvrđivanja, prihvatanja, odobrenja ili pristupanja, da izjavi da ne priznaje gore predviđeni postupak mirenja. Svaka Strana potpisnica koja je dala takvu izjavu može u svakom trenutku da povuče tu izjavu obaveštenjem upućenim Generalnom direktoru Uneska.

#### **Član 26 – Potvrđivanje, prihvatanje, odobrenje ili pristupanje od strane država članica**

1. Ova konvencija podleže potvrđivanju, prihvatanju, odobrenju ili pristupanju od strane država članica Uneska, u skladu s njihovim vlastitim ustavnim postupcima.

2. Instrumenti potvrđivanja, prihvatanja, odobrenja ili pristupanja deponuju se kod Generalnog direktora Uneska.

#### **Član 27 – Pristupanje**

1. Ova konvencija otvorena je za pristupanje svim državama koje nisu članice Uneska, ali su članice Ujedinjenih nacija ili neke od njenih specijalizovanih agencija, a koje Generalna konferencija Uneska pozove da joj pristupe.

2. Ova konvencija takođe je otvorena za pristupanje i teritorijama koje uživaju potpunu unutrašnju autonomiju, priznatu kao takvu od strane Ujedinjenih nacija, a koje nisu dostigle punu nezavisnost u skladu s Rezolucijom Generalne skupštine br. 1514 (XV) i koje imaju nadležnost po svim pitanjima koja uređuje ova konvencija, uključujući tu i nadležnost da pristupe ugovorima (sporazumima) u pogledu takvih pitanja.

3. Sledeće odredbe odnose se na regionalne organizacije za ekonomske integracije:

(a) Ova konvencija takođe je otvorena za pristupanje svakoj regionalnoj organizaciji za ekonomske integracije, koja će, osim kao što je dalje navedeno, biti u potpunosti vezana odredbama Konvencije, na isti način kao i države Strane potpisnice;

(b) U slučaju da je jedna ili više država članica takve organizacije istovremeno i Strana potpisnica ove Konvencije, ta organizacija i ta država članica ili države članice odlučuju o svojoj odgovornosti za izvršenje svojih obaveza prema ovoj Konvenciji. Ta podela odgovornosti stupa na snagu po obavljanju postupka notifikacije, opisanog u pod-paragrafu (v). Ta organizacija i te države članice nisu ovlašćene da istovremeno ostvaruju prava prema ovoj Konvenciji. Pored toga, Organizacija regionalne ekonomske integracije, po pitanjima unutar svoje nadležnosti, ostvaruje svoje pravo glasa brojem glasova jednakim broju svojih država članica koje su Strane potpisnice ove Konvencije. Takva organizacija neće koristiti svoje pravo da glasa ako bilo koja od njenih država članica iskoristi to svoje pravo, i obrnuto;

(v) Organizacija regionalne ekonomske integracije, i njena država članica ili države članice koje su se saglasile s podelom odgovornosti, kao što je predviđeno u pod-paragrafu (b), obavestiće Strane potpisnice o bilo kojoj tako predloženoj podeli odgovornosti, na sledeći način:

- (I) u svom dokumentu o pristupanju, ta će organizacija precizno naznačiti podelu svojih odgovornosti u pogledu pitanja koja uređuje ova Konvencija;
  - (II) u slučaju naknadnih izmena njihovih vlastitih odgovornosti, Organizacija regionalne ekonomske integracije obavestiće depozitara o svakoj tako predloženoj izmeni; depozitar će sa svoje strane obavestiti Strane potpisnice o takvoj izmeni;
- (g) Smatra se da su države članice neke Organizacije regionalne ekonomske integracije, koje postanu Strane potpisnice ove konvencije, zadržale nadležnost nad svim pitanjima u pogledu kojih depozitaru nije jasno naznačen ili saopšten prenos nadležnosti na organizaciju;
- (d) „Organizacija regionalne ekonomske integracije” označava organizaciju koju čine suverene države, članice Organizacije Ujedinjenih nacija ili bilo koje od njenih specijalizovanih agencija, na koju su te države prenele nadležnost u pogledu pitanja koja uređuje ova konvencija i koja je prema tome ovlašćena da, u skladu sa svojim internim procedurama, postane njena Strana potpisnica.

4. Dokument o pristupanju deponuje se kod Generalnog direktora Uneska.

#### **Član 28 – Kontakt tačka**

Nakon što postanu Strane potpisnice ove konvencije, svaka Strana potpisnica određuje kontakt tačku, kao što je navedeno u članu 9.

#### **Član 29 – Stupanje na snagu**

1. Ova konvencija stupa na snagu tri meseca od datuma deponovanja tridesetog dokumenta o potvrđivanju, prihvatanju, odobrenju ili pristupanju, ali samo u odnosu na one države ili Organizacije regionalne ekonomske integracije koje su deponovale vlastita dokumenta o potvrđivanju, prihvatanju, odobrenju ili pristupanju do tog datuma ili ranije. Ona stupa na snagu, u odnosu na svaku Stranu potpisnicu, tri meseca nakon deponovanja svog dokumenta o potvrđivanju, prihvatanju, odobrenju ili pristupanju.

2. Za svrhu ovog člana, nijedan dokument deponovan od strane regionalne organizacije za ekonomske integracije ne sme biti posmatran kao dodatak dokumentima koji su već deponovani od strane država članica te organizacije.

#### **Član 30 – Savezna i neunitarna ustavna uređenja**

Prepoznajući da međunarodni sporazumi podjednako obavezuju Strane potpisnice nezavisno od njihovih ustavnih uređenja, sledeće odredbe odnose se na Strane potpisnice koje imaju savezno ili neunitarno ustavno uređenje:

- (a) u pogledu odredaba ove konvencije čija primena spada pod pravnu jurisdikciju savezne ili centralne zakonodavne vlasti, obaveze savezne ili centralne vlade biće iste kao i za one Strane potpisnice koje nisu savezne države;

- (b) u pogledu odredaba ove konvencije čija primena potpada pod jurisdikciju svake od konstitutivnih jedinica kao što su države, okruzi, pokrajine ili kantoni, a koje ustavni sistem federacije ne obavezuje da preduzimaju zakonodavne mere, savezna vlada će obavestiti, prema potrebi, nadležne vlasti konstitutivnih jedinica kao što su države, okruzi, pokrajine ili kantoni o pomenutim odredbama, uz svoju preporuku za njihovo usvajanje.

### **Član 31 – Otkazivanje**

1. Svaka od Strana potpisnica može da otkáže ovu konvenciju.
2. Otkazivanje se notifikuje putem pisanog dokumenta koji se deponuje kod Generalnog direktora Uneska.
3. Otkazivanje stupa na snagu dvanaest meseci po prijemu dokumenta o otkazivanju. Ono ni na koji način ne utiče na finansijske obaveze Strane potpisnice koja otkazuje konvenciju, sve do datuma kada otkazivanje stupa na snagu.

### **Član 32 – Depozitarne funkcije**

Generalni direktor Uneska, u svojstvu depozitara ove konvencije, obaveštava države članice Organizacije, države koje nisu članice i Organizacije regionalne ekonomske integracije iz člana 27, kao i Organizaciju Ujedinjenih nacija, o deponovanju svih dokumenata o potvrđivanju, prihvatanju, odobrenju ili pristupanju spomenutih u članu 26. i članu 27, kao i o otkazivanjima spomenutim u članu 31.

### **Član 33 – Izmene i dopune**

1. Strana potpisnica ove konvencije može da, putem pisanog saopštenja upućenog Generalnom direktoru, predloži izmene i dopune ove konvencije. Generalni direktor takvo saopštenje prosleđuje svim Stranama potpisnicama. Ako u roku od šest meseci od dana slanja takvog saopštenja najmanje polovina Strana potpisnica pozitivno odgovori na zahtev, Generalni direktor na sledećem zasedanju Konferencije iznosi taj predlog na raspravu i moguće usvajanje.
2. Izmene i dopune usvajaju se dvotrećinskom većinom glasova prisutnih Strana potpisnica.
3. Izmene i dopune ove konvencije, nakon što se usvoje, podnose se Stranama potpisnicama na potvrđivanje, prihvatanje, odobrenje ili pristupanje.
4. Za Strane potpisnice koje su ih potvrdile, prihvatile, odobrile ili im pristupile, izmene i dopune ove konvencije stupaju na snagu tri meseca nakon što dve trećine Strana potpisnica deponuje dokumenta iz paragrafa 3. ovog člana. Potom, za svaku od Strana potpisnica koja potvrdi, prihvati, odobri ili pristupi nekoj izmeni i dopuni, pomenuta izmena i dopuna stupa na snagu tri meseca nakon što ta Strana potpisnica deponuje svoj dokument o potvrđivanju, prihvatanju, odobrenju ili pristupanju.
5. Postupak ustanovljen u paragrafu 3. i 4. ne odnosi se na izmene i dopune člana 23. koji se tiče broja članova Međuvladinog komiteta. Ove izmene stupaju na snagu u trenutku usvajanja.
6. Država ili Organizacija regionalne ekonomske integracije, iz člana 27, koja postane Strana potpisnica ove konvencije po stupanju na snagu izmena i dopuna, u

skladu sa paragrafom 4. ovog člana, ukoliko ne izrazi svoju drugačiju nameru, biće smatrana:

- (a) Stranom potpisnicom ove konvencije kako je izmenjena i dopunjena; i
- (b) Stranom potpisnicom konvencije koja nije izmenjena i dopunjena u odnosu na svaku Stranu potpisnicu koju te izmene i dopune ne obavezuju.

#### **Član 34 – Merodavni tekstovi**

Ova konvencija napisana je na arapskom, engleskom, kineskom, ruskom, francuskom i španskom jeziku, i svih šest tekstova podjednako su merodavni.

#### **Član 35 – Upis u registar**

U skladu sa članom 102. Povelje Ujedinjenih nacija, ova konvencija registruje se kod Sekretarijata Organizacije Ujedinjenih nacija, na zahtev Generalnog direktora Uneska.

## **ANEKS**

### **Postupak mirenja**

#### **Član 1 – Komisija za mirenje**

Komisija za mirenje formira se na zahtev jedne od Strana potpisnica u sporu. Komisija je, ukoliko se Strane potpisnice ne dogovore drugačije, sastavljena od pet članova, od kojih dva imenuje svaka od Strana potpisnica, a predsednika ti članovi biraju zajedno.

#### **Član 2 – Članovi Komisije**

U sporovima između više od dve Strane potpisnice, Strane potpisnice koje zastupaju isti interes zajedno imenuju svoje članove Komisije na osnovu dogovora. Kada dve ili više Strana potpisnica zastupaju različite interese, ili kada ne postoji slaganje u pogledu toga da li imaju isti interes, one će odvojeno imenovati svoje članove Komisije.

#### **Član 3 – Imenovanja**

Ukoliko u roku od dva meseca od datuma podnošenja zahteva za formiranje Komisije za mirenje ne dođe ni do kakvih imenovanja od strane Strana potpisnica, Generalni direktor Uneska, ako to od njega zatraži Strana potpisnica koja je podnela zahtev, vrši ova imenovanja u roku od naredna dva meseca.

#### **Član 4 – Predsednik Komisije**

Ako predsednik Komisije za mirenje nije izabran u roku od dva meseca od datuma kada je poslednji član Komisije imenovan, Generalni direktor Uneska, ako to od njega zatraži neka Strana potpisnica, imenuje predsednika u roku od naredna dva meseca.

#### **Član 5 – Odluke**

Komisija za mirenje donosi odluke većinom glasova svojih članova. Ukoliko se Strane potpisnice ne dogovore drugačije, ona utvrđuje sopstveni postupak. Ona donosi predlog za rešenje spora, koji Strane potpisnice razmatraju u dobroj volji.

#### **Član 6 – Neslaganja**

Neslaganje oko toga da li Komisija za mirenje ima nadležnost, biće razrešeno od strane Komisije.



**Član 3.**

Za izvršenje ove konvencije nadležno je Ministarstvo kulture.

**Član 4.**

Ovaj zakon stupa na snagu osmog dana od dana objavljivanja u „Službenom glasniku Republike Srbije – Međunarodni ugovori”.